



ASSEMBLÉE NATIONALE

DEUXIÈME SESSION

TRENTE-CINQUIÈME LÉGISLATURE

Procès-verbal

de l'Assemblée

Le vendredi 29 mai 1998 — N° 186

**Président de l'Assemblée nationale :
M. Jean-Pierre Charbonneau**

QUÉBEC

29 mai 1998

29 mai 1998

Le vendredi 29 mai 1998

N° 186

La séance est ouverte à 10 h 02.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

M. Perreault, ministre d'État à la Métropole, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant :

n° 447Loi concernant certains équipements de la Ville de Montréal.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

M. Ménard, ministre de la Justice, dépose :

Le rapport annuel de l'Ordre des podiatres du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1997.

(Dépôt n° 1646-980529)

M. Jolivet, leader du gouvernement, dépose :

29 mai 1998

La réponse à la question écrite de M. Benoit (Orford) concernant la publication d'un ouvrage portant sur l'histoire des Cantons de l'Est – Question n° 46, *Feuilleton et préavis* du 24 mars 1998.
(Dépôt n° 1647-980529)

Dépôts de rapports de commissions

M. Landry (Bonaventure) dépose les rapports de la Commission des institutions :

– qui, les 14 et 27 mai 1998, a tenu des auditions publiques dans le cadre de consultations particulières sur le projet de loi n° 406, Loi modifiant le Code des professions;
(Dépôt n° 1648-980529)

– qui, le 28 mai 1998, a étudié en détail le projet de loi :

n° 406 Loi modifiant le Code des professions – Rapporté avec des amendements.
(Dépôt n° 1649-980529)

– et qui, le 28 mai 1998, a étudié en détail le projet de loi :

n° 433 Loi modifiant le Code des professions concernant le titre de psychothérapeute – Rapporté sans amendement.
(Dépôt n° 1650-980529)

M. Lachance (Bellechasse) dépose :

Le rapport de la Commission des transports et de l'environnement qui, le 27 mai 1998, a étudié en détail le projet de loi :

n° 159 Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports afin d'instituer le Fonds de gestion de l'équipement roulant – Rapporté avec des amendements.
(Dépôt n° 1651-980529)

M. Bertrand (Charlevoix) dépose :

Le rapport de la Commission des affaires sociales qui, les 19, 20, 21, 26 et 27 mai 1998, a tenu des auditions publiques dans le cadre de consultations particulières sur le projet de loi n° 186, Loi sur le soutien du revenu et favorisant l'emploi et la solidarité sociale.
(Dépôt n° 1652-980529)

29 mai 1998

M. Sirros (Laurier-Dorion) dépose :

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, le 27 mai 1998, a étudié en détail le projet de loi :

n° 446Loi modifiant le Code du travail – Rapporté sans amendement.

(Dépôt n° 1653-980529)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Bouchard, premier ministre, dépose deux documents concernant le projet de construction de la ligne Des Cantons - Hertel :

Une lettre, en date du 29 mai 1998, qui lui est adressée par M. André Caillé, président-directeur général d'Hydro-Québec.

(Dépôt n° 1654-980529)

Un communiqué de presse, en date du 29 mai 1998, émis par Hydro-Québec à la suite des articles de M. Pierre Asselin, du journal Le Soleil, et M. André Noël, du journal La Presse.

(Dépôt n° 1655-980529)

Avis touchant les travaux des commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Jolivet, leader du gouvernement, convoque :

- la Commission des affaires sociales, afin de poursuivre ses auditions publiques dans le cadre de consultations particulières sur le projet de loi n° 444, Loi sur le tabac, et ce, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement;
- la Commission de l'économie et du travail, afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi n° 182, Loi modifiant la Loi sur les mines et la Loi sur les terres du domaine public.

Motions sans préavis

Mme Leblanc (Beauce-Sud) propose :

29 mai 1998

QUE l'Assemblée nationale offre ses condoléances à la famille de M.
Herman Mathieu, ex-député de Beauce-Sud à l'Assemblée, de
1979 à 1985.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

M. le Président invite l'Assemblée à observer une minute de silence.

M. Boulerice, leader adjoint du gouvernement, présente une motion concernant la rectification par le Réseau TVA de chiffres erronés quant au nombre d'élèves utilisant le Ritalin; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

M. Williams (Nelligan) présente une motion concernant des auditions publiques sur l'état du système de santé au Québec; cette motion ne peut être débattue faute de consentement.

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

M. Trudel, ministre des Affaires municipales, propose que le principe du projet de loi n° 427, Loi

29 mai 1998

modifiant diverses dispositions législatives concernant les organismes municipaux, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi n° 427 est adopté.

Sur la motion de M. Boulerice, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi n° 427 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement du territoire.

M. Trudel, ministre des Affaires municipales, propose que le principe du projet de loi n° 440, Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée et, en conséquence, le principe du projet de loi n° 440 est adopté.

Sur la motion de M. Boulerice, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi n° 440 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement du territoire.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Landry, ministre des Finances, proposant que le principe du projet de loi n° 188, Loi sur la distribution de produits et services financiers, soit maintenant adopté.

À 12 h 58, M. Pinard, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 heures.

La séance reprend à 15 h 04.

Adoption du principe

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de M. Landry, ministre des Finances, proposant que le principe du projet de loi n° 188, Loi sur la distribution de produits et services financiers, soit

29 mai 1998

maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Boulerice, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Chevrette, ministre responsable de la Réforme électorale et parlementaire, proposant que le principe du projet de loi n° 450, Loi modifiant la Loi électorale, la Loi sur la consultation populaire et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Sur la motion de M. Boulerice, leader adjoint du gouvernement, le débat est ajourné.

À 18 heures, sur la motion de M. Boulerice, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée s'ajourne au mardi 2 juin 1998, à 10 heures.

Le Président

JEAN-PIERRE CHARBONNEAU